

**Contexte du pays**

Le processus électoral du Burundi s'est terminé le 23 septembre 2005 avec les élections des conseillers de collines, une première dans l'histoire du pays. L'achèvement paisible de ces premières élections en dix ans est une étape historique dans le processus de paix. Les bailleurs de fonds internationaux qui avaient arrêté de fournir de l'aide à ce pays autrefois en guerre ont renoué leur coopération, signe que la confiance en une paix durable est en hausse. Cependant, le nouveau gouvernement doit rapidement adresser de nombreux défis : le Front National de Libération (FNL), le dernier groupe rebelle en activité, n'a pas encore reconnu le gouvernement et des milliers de réfugiés de la République Démocratique du Congo (RDC) voisine, vivant dans des camps peu sûrs, craignent leur rapatriement. De plus, le retrait de la mission de l'ONU au Burundi, récemment entamé et devant se terminer dans les environs de mi-2006, peut créer un vide au niveau sécuritaire.

Le village de Rutegama, "dans le passé inondé de sang mais maintenant un havre de paix"

A Rutegama (Province de Muramvya) la communauté a été divisé en deux depuis 1993 lorsque les Tutsis ont fui leurs maisons pour s'installer temporairement à Kiganda. Search for Common Ground (SFCG), après six mois de visites régulières à la communauté, a convaincu 117 membres des deux groupes (65 hommes et 52 femmes) de se rassembler en avril 2005 et d'envisager une réconciliation. Ainsi, pendant cette réunion, les résidents ont invité les déplacés à revenir s'installer dans la communauté. Ce processus de réconciliation a culminé en septembre avec la Journée de réconciliation suivie par 450 participants. Les activités ont inclus des discours par les représentants des communautés et les autorités locales, la remise d'une maison construite par la communauté pour une veuve et ses enfants revenus au village et la présentation de chansons de paix composées par des membres de la communauté. Dans l'une de ces chansons, ceux-ci déclaraient comment « Rutegama était dans le passé inondé de sang mais Rutegama est maintenant un havre de paix ». De plus, la communauté s'est engagée à construire trois autres maisons pour des personnes qui sont revenues.

"Maintenant que nous avons pardonné, nous avons la paix dans notre cœur, nous partageons le meilleur et le pire", participant à la Journée de Réconciliation, parlant au nom des personnes qui pardonnent aux autres.

SFCG a organisé plusieurs autres activités dans un but de réconciliation au sein de différentes communautés. Par exemple, dans la communauté de Mparamirundi (Province de Ngozi), près de 600 personnes, dont le gouverneur et l'administrateur de la Commune Busiga, ont participé à leur Journée de réconciliation. Grâce à près de deux ans de travail avec la communauté –dans des domaines tels que la résolution de conflit, la cohabitation pacifique, l'éducation civique, le

comportement approprié pendant les élections- ainsi qu'une préparation méticuleuse par l'équipe de SFCG (six réunions préparatoires avec la communauté), de nombreuses activités eurent lieu dont des discours, un match de football, une procession, des événements culturels et une réception. La majorité des discours ont honoré les personnes qui ont fait l'effort de se distinguer en entreprenant des démarches vers la réconciliation et ont encouragé les autres à agir en tant que « héros du jour ».

Dans ce numéro:

- Des formations à l'Université du Burundi contribuent à calmer les tensions
- Les *Gardiens de la Paix* apprennent à adresser leurs problèmes calmement
- *Notre rôle pendant les élections: une initiative commune au WPC et au YP*
- Des réfugiés Congolais font un premier pas dans le processus de réconciliation

Des formations à l'Université du Burundi contribuent à calmer les tensions sur le campus.

Depuis 2001, le Projet Jeunesse de SFCG organise des sessions annuelles à l'Université du Burundi, un lieu où la méfiance interethnique, les grèves et la perte de confiance envers les autorités sont communes. Ces sessions ont pour but de renforcer les capacités des leaders étudiants à traiter les conflits et à promouvoir le dialogue entre les élèves et leurs professeurs. En août, 65 étudiants (représentant le corps étudiant, les associations provinciales et les partis politiques) ont participé à la quatrième et dernière phase de leur formation sur la gestion et la transformation des conflits, la gestion des rumeurs et la planification participative. Les participants ont démontré les techniques apprises durant les quatre ans de formation. Ils ont donné des exemples de gestion positive de conflits tel que le rôle de bâtisseurs de la paix qu'ils ont pu jouer dans un récent conflit entre étudiants et autorités universitaires concernant l'enregistrement. Malgré tous les problèmes auxquels le campus universitaire doit faire face (retard dans le paiement des bourses, diminution progressive des bénéfices de la sécurité sociale, manifestation des professeurs pour des salaires décents), la situation est restée relativement calme ce qui montre la maturité acquise des étudiants suite aux quatre dernières formations.

Les Gardiens de la Paix apprennent à adresser leurs problèmes calmement

Un défi particulier pour SFCG est son travail avec des jeunes ex-combattants. Les milices récemment démobilisées, et entre autre les Gardiens de la paix, entreprennent souvent des actions violentes dues aux délais dans la distribution des soldes liées à la démobilisation. Pour adresser ce problème, le Projet Jeunesse de SFCG a entrepris de nombreuses sessions de formation sur la résolution de conflits et les techniques de plaidoyer à Bujumbura, Ruyigi et Ngozi et a ainsi atteint des centaines de membres des milices. Ces sessions leur ont donné, pour la première fois, la possibilité d'exprimer leurs mécontentements d'une manière non violente. Avec l'aide du facilitateur, ils ont aussi établi des comités de plaidoyer et un programme de dialogue régulier avec les autorités.

A Ruyigi en juillet 2005, SFCG a travaillé avec les ex-Gardiens de la Paix pour consolider leurs capacités à faire du plaidoyer et pour créer une opportunité afin de dialoguer avec les autorités chargées du DDR. Ces Gardiens avaient planifié une grève afin d'appuyer leur revendication de paiement des soldes mais ont finalement accepté la formation en plaidoyer malgré leur scepticisme. Dans les réunions qui suivirent avec les représentants du DDR ainsi que des provinces et des ONG, les ex membres des milices ont exprimé leur mécontentement et leurs peurs ; suite à cela, les chargés du DDR ont accepté de les intégrer dans le processus d'enregistrement prévu pour les prochaines semaines. La journée s'est terminée avec un match de football libérant les tensions. Les ex-miliciens n'ont donc pas paralysé la ville et leurs représentants ont participé, avec une commission de l'office national du DDR, à l'enregistrement des bénéficiaires dans toute la province.

Lors d'une autre occasion, un groupe de 60 jeunes démobilisés Gardiens de la Paix ainsi que des Angolais revenus dans le pays ont passé trois jours ensemble à Bujumbura. L'objectif de cette rencontre était de leur donner l'opportunité de partager leurs problèmes respectifs, d'apprendre des techniques de plaidoyer afin de minimiser les risques de violence et de contribuer à leur réintégration sociale. Pendant la première journée, les facilitateurs ont du faire face à plusieurs défis : les ex combattants ne voyaient pas le besoin de coopérer avec les retournés qu'ils considéraient comme de simples citoyens et les participants pensaient être payés pour leur présence. Le deuxième jour, les facilitateurs ont su introduire les techniques de plaidoyer comme alternative à la violence, thème pour lequel les participants ont montré un grand intérêt. Ces derniers ont alors accepté d'essayer de négocier lors de la soumission de leurs problèmes aux autorités et ils ont proposé des projets communs tels un tournoi sportif afin de mieux établir contact.

“Notre rôle pendant les élections”: une initiative commune du Centre de Paix pour les Femmes et du Projet Jeunesse.

Suite aux violences qui ont eut lieu lors des élections communales dans plusieurs communes, dont celles de Bujumbura Rural et de Bubanza, le Centre de Paix pour les Femmes (WPC) et le Projet Jeunesse (YP) ont décidé d’organiser conjointement, une semaine avant les élections parlementaires du 4 juillet, un événement de trois jours. Les objectifs principaux, indiqués dans le titre

« Notre rôle pendant les élections » étaient d’encourager des personnes clés à s’impliquer dans la prévention de la violence liée aux élections et d’avoir un rôle actif dans la réduction des tensions, la transformation de conflits et la gestion des rumeurs dans les communautés. L’approche méthodologique a inclus de nouveaux outils afin de véhiculer les messages : des posters avec histoire, des jeux, des annonces radio et les imprimés du *Centre Jeunes Kamenge* sur les droits et obligations des citoyens. Grâce, entre autre, au soutien de l’administration locale, plus de 1100 personnes ont pris part à ces activités.



Kiremba, en attendant calmement les résultats

Avec le succès de cet événement, des activités de suivi ont été planifiées dans plusieurs communes en juillet. Les objectifs, réalisés, étaient d’évaluer le comportement des communautés pendant les élections parlementaires et d’établir des comités qui organiseront des sessions de feedback à toute la communauté afin de partager ce qui a été appris. A Mpanda (Bubanza) par exemple, 60 personnes ont pris part à l’évaluation où les représentants de la communauté ont encouragé la cohésion sociale, le respect mutuel, la participation libre dans les débats ainsi que la gestion positive des rumeurs en vérifiant leurs sources.

Des réfugiés Congolais font un premier pas dans le processus de réconciliation

Dans un camps de réfugiés situé dans la Province de Mwaro, un groupe de cent Banyamulenge, survivants du massacre de Gatumba d’août 2004, ont participé à une formation organisée dans le cadre du projet de SFCG « Victimes de torture ». A plusieurs reprises dans le passé, les réfugiés Banyamulenge ont fait preuve d’un comportement violent, entre autre vis-à-vis du personnel des ONG présent dans les camps. L’équipe de SFCG a donc mené une formation sur « comment casser le cycle de violence » où facilitateurs et participants ont analysé les différentes étapes qui forment ce cercle. Les formateurs ont aussi lié le traumatisme avec la réconciliation en montrant comment un événement traumatique non cicatrisé peut conduire à des actions violentes.

Cette formation a eu un impact important puisque les participants, après avoir formulé le désir de commencer des activités de réconciliation avec d’autres Congolais, ont créé un comité de suivi. Afin de devenir, eux-mêmes, des formateurs, les membres du comité ont pris part à une deuxième formation concernant des domaines comme la gestion du traumatisme et comment efficacement casser le cycle de la violence. Aussi, les participants ont exprimé le souhait de visiter leurs communautés d’origine afin de lancer des activités préliminaires de réconciliation.

Contact Search for Common Ground:
1601 Connecticut Ave. NW
Washington DC 20009 USA
(+1) 202 265 4300
fax (+1) 202 232 6718
Search@sfcg.org

ou:
Rue Belliard 205 bte 13
B-1040 Brussels, Belgium
(+32) 2 736 7262
fax (+32) 2 732 3033
Brussels@sfcg.be

ou visiter notre site web:

www.sfcg.org

SFCG au Burundi remercie ces donateurs pour leur soutien:



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

